



Ligue des droits de l'Homme

SECTION PARIS 5^{ème} / 13^{ème}
Maison des associations du 13^{ème}
11 rue Caillaux 75013 Paris – 06 42 72 87 63
Courriel: paris.5.13@ldh-france.org – www.ldh-paris513.fr

Elections législatives des 11 et 18 juin 2017

Questionnaire aux candidat(e)s

Fonctionnement démocratique et participation citoyenne, droits à la justice, à l'éducation, aux soins, fonctionnement des institutions, des services publics, de la police, droits des femmes, droits des étrangers, problèmes de discrimination, exercice des libertés : dans tous les domaines, le pays ressent profondément un besoin de réformes, de changement. Nous souhaiterions connaître votre avis sur les questions qui suivent.

INSTITUTIONS

1) Êtes-vous favorable à

- la **limitation du renouvellement** des mandats électifs ?

-la **réforme de la composition du Conseil constitutionnel et des Autorités indépendantes protectrices des libertés** (CSA, CNIL, etc.) ?

2) Quelles mesures comptez-vous proposer pour assurer la **participation des citoyens, des associations et des syndicats** à l'élaboration des décisions politiques et administratives, locales et nationales ?

LIBERTÉS

Au nom de la « sécurité », les fichiers se sont multipliés et des dispositifs de surveillance de plus en plus élaborés, utilisant les technologies modernes ou l'appel à la délation, mettent gravement en danger les libertés et le respect de la vie privée de tous les citoyens.

1) Êtes-vous favorable à :

- la **création d'une Autorité indépendante** dotée **d'un pouvoir d'autorisation** sur les utilisations gouvernementales, administratives et privées des technologies informatiques, de la biométrie, des nanotechnologies et de la vidéosurveillance au regard de leurs incidences sur les libertés et les droits fondamentaux ?

- **la compétence exclusive du législateur** pour créer des fichiers de police ?
 - **l'interdiction de toute interconnexion de fichiers** pour garantir de manière absolue les principes de nécessité et de proportionnalité des fichiers ?
 - la création d'un « **référé vie privée et données personnelles** » permettant de sanctionner rapidement toute atteinte à la vie privée par des fichiers ?
- 2) Etes-vous favorable au non-renouvellement de **l'état d'urgence** ?

JUSTICE/PRISONS

La justice est au centre de plusieurs polémiques, étant considérée comme laxiste ou comme répressive. Elle n'est pas clairement indépendante. Elle souffre d'un manque de moyens évidents tant en ce qui concerne l'accès au droit que dans son fonctionnement.

- 1) Etes-vous prêt-e à mener une **réflexion sur le sens de la peine** et sur les **conditions de réinsertion des détenus** ? Quelles mesures, quelles structures ?
- 2) Etes-vous favorable à :
- des mesures concrètes pour développer **les alternatives à la prison** ?
 - la **réduction de la surpopulation carcérale**, par un accroissement du nombre de places en détention ou par une réduction du nombre de détenus ?
- 3) Vous engagez-vous à :
- supprimer les **procédures pénales d'exception** ?
 - rétablir la **spécificité de la justice des mineurs**, à ne pas modifier l'âge de la majorité pénale, et à privilégier les **mesures éducatives** par rapport à l'enfermement et à la prison ?
- 4) Quelles mesures proposerez-vous pour **faire respecter les droits de l'Homme dans les prisons**, en particulier en ce qui concerne le droit à la dignité humaine, le droit à la santé, le droit au travail, le droit aux liens familiaux et la liberté d'expression ?

POLICE/SECURITE

Depuis 15 ans, la sécurité a été utilisée de manière récurrente comme enjeu électoral. De nombreuses lois sécuritaires ont été votées. Nous nous trouvons de ce fait dans une société où les pouvoirs de la police, y compris ceux de la police municipale, ont été considérablement accrus. En même temps, les sociétés privées de sécurité se sont développées.

- 1) Etes-vous favorable à :
- au redéveloppement de la **police de proximité** et à la **répartition territoriale** équilibrée des effectifs pour une police « pour tous » ?
 - à la délivrance **d'une attestation** lors de tout **contrôle d'identité**, afin d'éviter les contrôles abusifs, répétitifs ou non motivés ?

2) Etes-vous défavorable :

- à l'armement de la police municipale ?

- à l'assouplissement des règles relatives à la légitime défense des policiers ?

EGALITE FEMMES-HOMMES

1) Que proposerez-vous pour assurer une réelle **égalité entre les femmes et les hommes** en matière d'accès à l'emploi, de déroulement de carrière, de rémunération ?

2) Quelles mesures concrètes comptez-vous prendre pour mieux concilier la vie privée et professionnelle des hommes comme des femmes ?

3) Comment envisagez-vous de lutter contre le sexisme, les violences sexuelles et conjugales, et plus généralement les atteintes à **la liberté des femmes de choisir leur vie** ?

4) Quelles mesures concrètes proposerez-vous pour empêcher définitivement tout frein à **l'application effective** de la loi de 2001 sur **l'interruption volontaire de grossesse**, pour rendre la **contraception** et l'éducation sexuelles réellement accessibles à tous ?

DROITS DES ÉTRANGERS ET DROIT D'ASILE

Sous la pression de plus en plus forte de l'extrême droite, la place des étrangers dans la cité est devenue un enjeu électoral. Ils sont désignés comme responsables du chômage, de l'insécurité ou de l'augmentation des dépenses publiques. Cela s'est traduit par un durcissement considérable de la législation afin de rendre plus précaires les conditions du séjour et de faciliter l'enfermement et l'éloignement du territoire.

1) Êtes-vous d'accord pour :

- **interdire toute mesure de « double peine »** ainsi que toute mesure d'éloignement portant atteinte aux droits à la santé, à l'éducation et à une vie familiale normale ?

- appliquer aux **mineurs et aux jeunes majeurs** étrangers les mesures d'accueil et de protection prévues par le droit commun ?

- rompre avec la logique d'enfermement des étrangers avant éloignement du territoire en faisant de la rétention administrative une exception et de **l'assignation à résidence** le principe ?

2) Êtes-vous favorable à :

- la **suppression** de la notion de « **pays sûrs** » concernant l'octroi du droit d'asile ?

- la **suppression du règlement Dublin** afin de permettre une meilleure mise en œuvre de la convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés et aux demandeurs d'Asile de choisir le pays dans lequel ils souhaitent déposer leur demande d'Asile ?

- en l'absence de suppression du règlement Dublin permettre **la mise en œuvre de façon systématique du paragraphe 17 du préambule du Règlement de Dublin III** : « *Il importe que tout État membre puisse déroger aux critères de responsabilité, notamment pour des*

motifs humanitaires et de compassion, afin de permettre le rapprochement de membres de la famille, de proches ou de tout autre parent et examiner une demande de protection internationale introduite sur son territoire ou sur le territoire d'un autre État membre, même si cet examen ne lui incombe pas en vertu des critères obligatoires fixés dans le présent règlement. »

- à la **suppression** des visas de **court séjour** ?

- à la **ratification par la France** de la « convention internationale des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille » adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies le 18 décembre 1990 ?

3) Rétablirez-vous le **champ d'application antérieur** de l'attribution de plein droit de la carte de **résident de dix ans** ?

4) Vous engagez-vous à **abolir les « procédures prioritaires »** en matière de droit d'asile, à faire de l'OFPPRA une instance réellement indépendante et à rétablir le droit au travail pour les demandeurs d'asile ?

5) Êtes-vous favorable à :

- la reconnaissance immédiate du **droit de vote et d'éligibilité des étrangers** en situation régulière aux élections locales ?

- la **régularisation des sans papiers** ? Si oui, dans quelles conditions ?

-la suppression totale du délit de solidarité ?

DISCRIMINATIONS

1) Êtes-vous favorable :

-à l'**ouverture des emplois publics et privés à tous les étrangers** sans discrimination ?

- la réalisation des **aires d'accueil des gens du voyage** selon un calendrier contraignant, quitte à recourir au pouvoir de substitution des préfets, tel que la loi du 5 juillet 2000 le prévoit ?

2) Quelles mesures envisagez-vous pour que les **personnes handicapées** puissent avoir un accès effectif à l'éducation, à l'habitat, aux loisirs et aux déplacements ?

DROITS SOCIAUX, EQUIPEMENTS ET SERVICES PUBLICS

1) Quelles sont vos priorités en matière de politique de la ville ?

2) Quelles mesures comptez-vous prendre pour la **défense des services publics** et notamment pour le rétablissement de l'**égalité territoriale** qui offre à chacun les mêmes droits d'accès aux services publics et sociaux, que ce soit dans les quartiers populaires ou dans les zones rurales ?

3) Quelle politique proposez-vous pour **assurer une réelle égalité d'accès à la santé** (prévention, soins) ?

4) Quelles mesures comptez-vous proposer pour rendre effectif le **«Droit au logement opposable»**, notamment pour faire construire des logements **très** sociaux et réquisitionner des logements vides?

5) Etes-vous favorable au renforcement du dispositif prévu par **l'article 55 de la loi SRU** (Loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains du 13 décembre 2000), notamment par des contraintes et un pouvoir de substitution des préfets, pour faire respecter par les communes l'obligation de **construction de logements sociaux** ?

LAÏCITÉ

1) Vous opposerez-vous à toute modification des quatre premiers articles de **la loi du 9 décembre 1905** concernant la séparation des Eglises et de l'Etat ?

2) Etes-vous favorable à l'application de la loi de 1905 dans l'ensemble des territoires de la République, y compris en **Alsace-Moselle et outre-mer** ?

ENSEIGNEMENT, RECHERCHE ET CULTURE

L'école de la République - école primaire, collège, lycée, université...- est au cœur de la démocratie. Elle est censée offrir à tous les jeunes un enseignement et une culture qui leur permettront de s'insérer socialement et professionnellement et de devenir des citoyens. Par son ambition pour tous, elle prépare l'avenir de la nation. Or depuis des années, on assiste à une régression notoire de ces enjeux.

1) Envisagez-vous de prendre des mesures :

- qui permettent à chacun de **s'insérer** socialement et professionnellement **au mieux de ses capacités** ? Par exemple création d'internats de proximité, amélioration de la mixité sociale dans établissements, rétablissement des RASED ?

- qui interdisent toute **discrimination**, notamment dans l'obtention des **stages** nécessaires à la validation d'un diplôme ?

- qui assurent une juste **répartition des moyens et budgets** sur tout le territoire ?

2) Dans la mesure où la **recherche et l'innovation** constituent les voies de l'avenir, qu'envisagez-vous pour les développer ? Quels efforts et quelles mesures pour les secteurs publics ? Pour les secteurs privés ?

3) Le statut actuel de **l'Université**, de **l'Enseignement supérieur** et de **la recherche** a favorisé l'autonomie des établissements mais **limité les libertés et la démocratie universitaire et renforcé les inégalités** entre les établissements (entre les Universités elles-mêmes, entre les Universités et les Grandes Ecoles ...). Comment envisagez-vous d'y remédier, et de garantir l'égalité d'accès aux études ?

4) Quelles sont vos priorités en matière **d'accès de tous à la culture** et de **soutien à la création** ?